



PREFET DE L'INDRE

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT LOCAL
ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral du 15 NOV. 2018
portant mise en demeure Installations Classées
pour la Protection de l'Environnement
Société ROCA – Carrière de Saint-Maur (36)

Le Préfet de l'Indre,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8-I, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu le décret du 6 mai 2016 portant nomination de M. Seymour MORSY en qualité de Préfet de l'Indre ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-11-215 délivré le 24 novembre 2009 autorisant la société FERAY à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de calcaire située sur le territoire de la commune de Saint-Maur ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2011109-0004 du 19 avril 2011 portant transfert au profit de la société SETEC de l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire à Saint-Maur ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2014328-0007 du 24 novembre 2014 portant transfert au profit de la société CARRIÈRES DE FORGES de l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire à Saint-Maur ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015-127-DDCSP du 23 novembre 2015 portant transfert au profit de la société ROCA de l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire à Saint-Maur ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 29 octobre 2018, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'Environnement ;

Considérant que l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté lors de l'inspection du site le 16 octobre 2018 que le plan de surveillance des émissions de poussières n'avait pas été mis en place ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions des articles 19.5 à 19.9 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 ;

Considérant que lors de l'inspection réalisée le 16 octobre 2018 afin de vérifier le respect des dispositions applicables à cette installation, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que la ligne électrique moyenne tension qui traverse le site n'était pas enfouie ;

Considérant que l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté lors de l'inspection du site le 16 octobre 2018 la présence d'un gradin d'une hauteur supérieure à 15 mètres ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions du point 4F (3^{ème} alinéa) de l'article III de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2009 et de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2015 ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ROCA de respecter les dispositions, des articles 19.5 à 19.9 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, du point 4F (3^{ème} alinéa) de l'article III de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2009 et de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2015 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Indre,

ARRÊTE

Article 1 :

La société ROCA exploitant une carrière de calcaire sise aux lieux-dits « Les Terrageaux » et « Les Pièces de Parçay » sur la commune de Saint-Maur est mise en demeure de respecter :

- sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 19.5 à 19.9 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 ;
- sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions du point 4F (3^{ème} alinéa) de l'article III de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2009 et de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2015.

Afin de respecter les termes de la présente mise en demeure, la société ROCA adresse à Monsieur le Préfet :

- sous un mois, un descriptif des mesures mises en place pour assurer le respect des dispositions des articles 19.5 à 19.9 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 ;
- sous trois mois un descriptif des mesures mises en place pour assurer le respect des dispositions du point 4F (3^{ème} alinéa) de l'article III de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2009 et de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2015 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3 :

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Limoges par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.

Article 4 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Indre, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Monsieur le Maire de la commune de Saint-Maur, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ROCA.

Le Préfet,



Seymour MORSY

